

RAPPORT DE MISSION/ MISSION REPORT

Dr Bernard Vallat, Directeur général

Genève

Dates de la mission/Dates of the meeting : 7-9 novembre 2005

Objet de la mission / aim of the meeting:

- Co-organisation et participation en tant que Chef de la délégation OIE à la Conférence internationale sur l'influenza aviaire et la prévention de la pandémie humaine.
- Cette Conférence a eu lieu au siège de l'OMS à Genève sur la base d'une co-organisation OMS-FAO-OIE-Banque Mondiale

Autres participants / Other participants:

- Bureau central de l'OIE : Dr B. Vallat, Dr A. Thiermann, Dr Ch Brüscke, Dr W. Droppers, M. Zampaglione
- Dr Barcos, Représentant régional de l'OIE pour les Amériques.
- Dr Fujita, Représentant régional de l'OIE pour l'Asie, l'Extrême Orient et l'Océanie,
- Dr Sidibe, Représentant régional de l'OIE pour l'Afrique,
- Dr Yehia, Représentant régional de l'OIE pour le Moyen Orient,

Par ailleurs, l'OIE avait invité les Présidents des Commissions régionales ou leur représentant. En ce qui concerne les élus des Commission régionales, l'Afrique (Vice-président), l'Asie-Pacifique (Président) et les Amériques (Président) ont répondu à l'invitation, ainsi que la plupart des autres Délégués de l'OIE originaires des pays infectés et des pays à risque.

Résumé et conclusion / Summary and conclusion:

Cette Conférence a été une grande réussite, malgré les contraintes liées à la co-organisation par quatre Organisations internationales, qui ont pu être surmontées grâce à une phase préparatoire efficace gérée par vidéoconférence, ainsi que grâce à l'organisation logistique parfaite assurée par l'OMS.

L'OIE s'était fixé deux objectifs :

- faire approuver par la Conférence l'importance capitale de gérer le risque de pandémie en agissant d'abord sur le virus à sa source animale,
- faire reconnaître la qualité des Services vétérinaires dans les pays en développement comme un Bien Public International, justifiant les investissements de la communauté internationale bien au-delà des actions d'urgence, non seulement pour garantir une exécution efficace des projets destinés à la lutte contre l'influenza aviaire, mais également pour prévenir toutes les zoonoses émergentes qui surgiront plus tard du fait de la globalisation.

En ce qui concerne le premier objectif, la position de l'OIE s'est appuyée sur le Plan Stratégique FAO-OIE présenté par la FAO à l'occasion de la Conférence. L'objectif a été totalement atteint. Les estimations de coût faites par la Conférence estiment que plus de la moitié des dépenses à faire doivent concerner la lutte chez l'animal.

Pour atteindre le deuxième objectif, un document à vocation mondiale pour améliorer la gouvernance et la qualité des Services Vétérinaires dans les pays en développement a été préparé par le Directeur général avec l'appui d'Eric Mallet (Centre collaborateur de Lyon) et distribué pendant la conférence.

Ce document a irrité les représentants de la FAO, mais l'OIE est l'organisation leader en matière de santé animale et de ce fait n'a pas à consulter les autres Organisations pour produire des documents qui relèvent de ses mandats, comme celui portant sur les thèmes de la qualité des Services Vétérinaires et les actions de « Capacity Building » qui s'y rapportent qu'elle n'a pas en partage avec d'autres Organisations. Le même document évoque la création de Centres de services dans les Représentations régionales et bureaux de l'OIE pour aider les Pays Membres de chaque région et sous-région. Ces Centres ont vocation à être co-gérés par l'OIE et la FAO en y associant l'OMS pour les aspects portant sur le GLEWs.

La proposition de l'OIE a par contre été très bien accueillie par la Banque Mondiale qui utilisera le mécanisme « Development Grant Fund » déjà négocié avant la crise avec l'OIE pour apporter d'autres ressources au niveau global (définition des politiques) et régional (renforcement des séminaires et ateliers, création de centres de Services pour l'appui à l'évaluation de projets nationaux pour améliorer la qualité des Services Vétérinaires nationaux).

Une première tranche de 440 000 US\$ pour les actions au niveau global va être versée par la Banque Mondiale en décembre 2005. Cette tranche permettra le recrutement d'un coordonnateur pour le fonds mondial de la santé et du bien-être animal en poste à l'OIE à Paris dans les semaines qui viennent.

Par ailleurs, la France et l'Australie ont annoncé officiellement en séance des appuis financiers à l'OIE pour renforcer les Services Vétérinaires des pays infectés et à risque au regard de l'influenza aviaire, à travers les nouveaux mécanismes du Fonds Mondial et des Représentations régionales et bureaux sous-régionaux. Le Japon pourrait également augmenter sa participation actuelle.

Une conférence des bailleurs de fonds aura lieu à Beijing les 17 et 18 janvier pour effectuer la répartition finale des financements externes. L'OIE devra y être représenté à haut niveau.

Durant la Conférence de Genève, deux interventions ont été effectuées par le Directeur général : l'une sur l'analyse globale de la situation par l'OIE (le 1er jour), l'autre sur les propositions de mécanismes d'action de l'OIE au niveau global, régional et national (les deux présentations power point figurent en annexe). Le troisième jour, Madame Louise Fresco a effectué une présentation commune FAO-OIE sur les coûts des mesures préconisées.

La Conférence a constitué par ailleurs un forum de communication exceptionnel pour exposer les points de vue de l'OIE non seulement sur la crise de l'influenza aviaire mais aussi sur les autres sujets de fond que nous voulons promouvoir. Une synthèse des résultats obtenus fera l'objet d'un rapport de M. Zampaglione qui a été extrêmement sollicitée pendant la Conférence, ce qui est bon signe.

Le quotidien « Le Monde » a accepté de publier un article sur la Conférence préparé par le Directeur général (en annexe).

En marge de la Conférence, de multiples contacts très utiles ont eu lieu avec des délégués auprès de l'OIE dont l'Italie, l'Iran et l'Australie, les Représentants régionaux, les autres Organisations internationales, notamment la FAO et la Banque mondiale, l'Ambassade de France auprès des Organisations onusiennes à Genève, le Directeur de l'UA-BIRA, les représentants de la Banque Africaine de développement ainsi que celui de l'OIRSA.

Suites à donner / Follow-up:

- Recrutement d'un coordonnateur du Fonds Mondial (et personnel d'appui à définir) (JLA),
- Participation à la Conférence de Beijing les 17 et 18 janvier 2006 (BV, DS, CB),
- Annoncer la date du séminaire des Représentants régionaux au 15 et 16 décembre 2005 au lieu de février 2006. Préparer les invitations et les dossiers (DS, CMX). Le Centre collaborateur de l'ENSV devra être invité ainsi que les bailleurs de fonds souhaitant financer les actions régionales.
- Du fait de ces changements et de la Conférence de Beijing, la réunion GF-TADs Moyen-Orient est reportée au 6 et 7 mars 2006 à Beyrouth.

Annexes : 1 article (« Le Monde »)

2 présentations PowerPoint

Diffusion : Chefs de Service et adjoints, Chargé(e)s de mission, P. Blandin, M. Teissier, M. Zampaglione, A. Thiermann, Représentants régionaux.

Les animaux malades de la peste, version 2005

(« Le Monde » - article paru dans l'édition du 23.11.05)

par Bernard Vallat

L'événement est sans précédent. Pour la première fois dans l'histoire, quatre organisations mondiales — Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Office international des épizooties (OIE) et Banque mondiale — viennent, au terme d'une conférence réunissant des représentants du monde médical, vétérinaire et de la communauté financière internationale, de prendre une série d'initiatives communes pour organiser la lutte contre l'actuelle épizootie de grippe aviaire due au virus H5N1 (*Le Monde* du 11 novembre).

Le premier message, qui a été envoyé par l'OIE, partagé depuis toujours par nos collègues et partenaires de la FAO, a été le suivant : la probabilité de l'apparition d'une pandémie humaine est directement corrélée à la quantité de virus de type H5 (voire H7) circulant chez les oiseaux d'élevage dans le monde — les oiseaux sauvages étant plus résistants à cette maladie. Plus il y aura d'oiseaux d'élevage contaminés par ce type de virus, plus la quantité de virus circulant dans le monde sera importante, et plus la probabilité d'apparition de la pandémie humaine par mutation, ou réassortiment, de ces virus sera élevée.

A l'inverse, si le nombre d'oiseaux infectés par les virus H5 ou H7 de la grippe aviaire restait du même ordre que celui d'avant la crise venue d'Asie, la probabilité d'apparition imminente de la pandémie serait plus faible, sachant qu'aucun scientifique au monde ne sait, ou n'a su auparavant, calculer cette probabilité. Le contrôle du virus chez l'animal au niveau mondial doit donc constituer une des priorités dans l'affectation des ressources nationales et mondiales. Ce message a bien été pris en compte.

Le deuxième message est que les virus présents chez les oiseaux, et potentiellement capables de se transformer en virus contagieux d'homme à homme, circulent (ou vont circuler) surtout dans les pays en développement, qui n'ont ni l'organisation appropriée ni les ressources pour mettre en place les dispositifs de prévention et de lutte chez les oiseaux d'élevage.

Les pays développés, voire certains pays "en transition", sont arrivés à contrôler le virus dès son apparition dans les élevages : Corée, Japon, Malaisie, Roumanie, Turquie ont combattu pour le moment avec succès les premières incursions de la souche asiatique sur leur territoire. Mais on peut, aujourd'hui, affirmer qu'au moins cent pays dans le monde ne disposent pas encore des législations vétérinaires et des structures administratives et financières appropriées pour affronter, si nécessaire, une telle infection sans un appui international, à la fois scientifique, technique et financier.

Au Vietnam par exemple, le virus est maintenant présent sur la quasi-totalité du territoire après avoir enfoncé, depuis début 2004, toutes les premières lignes de défense, et ce malgré l'abattage de dizaines de millions d'oiseaux. Plusieurs centaines de millions d'entre eux vont devoir être vaccinés dans ce pays pour tenter de ralentir ce désastre, et une aide extérieure massive sera indispensable pour y arriver dans des délais acceptables.

Fort heureusement, une majorité des pays en développement ne sont pas encore directement touchés par la souche virale aviaire qui sévit actuellement. Pour autant la conférence de Genève a opportunément admis que la prévention et la lutte contre la grippe aviaire et les autres maladies émergentes d'origine animale relevaient du concept de "bien public international". En effet, un seul pays défaillant peut mettre en danger toute la planète, surtout dans le contexte de la mondialisation croissante des mouvements de marchandises, d'animaux et de personnes.

De ce fait, les agents pathogènes se mondialisent aussi. Ils conquièrent de nouveaux territoires, et rencontrent ainsi des opportunités de brassage génétique impossibles auparavant, qui peuvent leur donner la possibilité de devenir de plus en plus dangereux pour l'animal et pour l'homme.

La rencontre de Genève a donc souligné l'importance de ces nouveaux enjeux sanitaires et l'impérieuse nécessité d'appuyer sans réserve les pays en développement actuellement infectés et ceux qui risqueraient de l'être prochainement, comme ceux du continent africain, afin de les aider à se préparer à prévenir et à combattre l'arrivée de la maladie chez les oiseaux.

Mais elle a aussi pris en compte le troisième et dernier message prioritaire sur lequel l'OIE insiste tout particulièrement : les programmes d'urgence ne seront qu'un feu de paille si l'on ne profite pas des leçons de cette crise pour bâtir des dispositifs de prévention et de contrôle vétérinaire durables partout dans le monde au profit des pays pauvres, et ce dans l'intérêt de toute la communauté internationale.

On sait que 75 % des maladies émergentes chez l'homme sont d'origine animale et que 80 % des pathogènes utilisables par le bioterrorisme sont également des pathogènes issus de l'animal. C'est pourquoi nous sommes certains que des crises à répétition surviendront dorénavant dans notre monde globalisé si l'on ne propose pas aux pays qui vont recevoir les aides d'urgence, évaluées à Genève, de les aider également à se doter de services vétérinaires conformes aux normes minimales de qualité, adoptées démocratiquement par les 167 pays membres de l'OIE.

Ces normes portent sur la bonne gouvernance et l'adoption des politiques sanitaires vétérinaires les plus efficaces, la législation et l'organisation administrative optimales, le rôle des éleveurs dans la gestion des maladies, la transparence, l'indépendance, les compétences scientifiques et techniques nécessaires, et le niveau de ressources humaines et financières indispensables pour mettre en oeuvre les politiques appropriées.

La bonne gouvernance repose sur des services vétérinaires publics forts et capables de faire appliquer strictement la législation. Il faut, pour cela, dénoncer les composantes des politiques d'ajustement structurel qui ont été imposées à certains pays en développement et qui ont conduit à rendre squelettiques et inefficaces les services vétérinaires publics de certains de ces pays.

Ces normes permettent aussi à un pays qui les respecte de pouvoir appliquer efficacement deux principes cruciaux pour prévenir et combattre les maladies animales : la détection précoce de la maladie émergente ou ré-émergente dès son apparition, car chaque minute compte si on veut bloquer le pathogène avant qu'il ne se diffuse, et la réaction rapide à cette incursion par l'abattage en urgence des animaux infectés ou en contact — tout en utilisant les normes de l'OIE pour éviter des souffrances inutiles aux animaux qu'il est indispensable d'abattre.

Il est du devoir et de l'intérêt des pays riches d'aider les pays pauvres à bâtir ou à rebâtir des systèmes vétérinaires durables, qui reposent sur une administration efficace, s'appuyant sur un réseau dense de vétérinaires ruraux privés et sur des éleveurs bien formés et organisés dans le domaine sanitaire.

Le coût mondial d'un tel programme est bien moins élevé que, par exemple, le coût très élevé du stockage d'antiviraux pratiqué actuellement par les pays riches pour se préparer à une éventuelle pandémie, laquelle n'aurait certainement pas lieu de sitôt si ces pays avaient aidé les pays pauvres d'Asie au début de la crise, en 2003, comme la FAO et nous l'avions suggéré en vain.

La conférence de Genève a également évoqué la question lancinante de la communication sur les risques sanitaires. Comment justifier que la communication mondiale, qui a essentiellement porté, depuis deux ans, sur la peur de la pandémie, ait complètement occulté la détresse de centaines de milliers de familles privées brutalement d'un de leurs moyens essentiels de subsistance en Asie ? Comment éviter la baisse massive de consommation de poulet — jusqu'à 50 % récemment en Italie — qui va conduire à la perte de milliers d'emplois avant même que l'Union européenne n'ait connu le moindre cas ?

Ce sujet n'a pu être traité en profondeur à Genève. Il mériterait à lui seul une nouvelle conférence internationale portant sur les modalités de notre communication en temps de crise — qu'il s'agisse de l'influenza ou d'autres maladies émergentes. N'oublions pas que l'OMS définit la santé humaine, pas seulement comme un état individuel sans maladie mais aussi comme une situation individuelle de bien être physique, mental et économique. Des centaines d'éleveurs, d'entreprises et de salariés vont disparaître pour rien dans la filière volaille en Europe et ailleurs. Qui va compenser leur détresse ?

Vétérinaire, Bernard Vallat est Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé animale.

« Providing Regional and Global Support » - Proposals from the OIE

Diapositive 1

Dr Bernard Vallat
Director General

« Providing Regional and Global Support »
Proposals from the OIE

Meeting on avian influenza and human pandemic influenza
Geneva - 7-9 November 2005

Mechanisms

Global

Regional

National

Diapositive 6

Diapositive 2

Intervention components

- Priority technical objectives
- Partnership
- Mechanisms

Mechanisms

Global level

- Global forum for alliances and partnerships
 - Global quality centre
 - Improvement of governance and veterinary policies
 - New alliances between public and private sector, international organisations (FAO) and donors
 - Support regional programs mirroring after Global level activities
 - Global fund for animal health coordinated by the OIE in association with partners
 - Support to OFFLU and other partnerships

Diapositive 7

Diapositive 3

Priority technical objectives

Reduction of virus load and circulation in poultry and domestic birds

- ensure early detection and transparent notification
- guarantee rapid response
 - confinement
 - humane stamping out
 - rapid confirmation of suspects
 - appropriate use of vaccination

Mechanisms

Regional level

- Capacity building for policy makers and private sector
- Quality centres for support to countries
 - evaluation and audits of Veterinary Services
 - preparation of national projects
 - in the framework of GF-TADs mechanisms
 - 8 OIE Regional Representations and offices worldwide

Diapositive 8

Diapositive 4

Priority technical objectives

Strict implementation of international standards on:

- Implementation of standards for governance and quality of Veterinary Services
- Safety of movements of animals and animal products
- Zoning and compartmentalisation
- Implementation of surveillance guidelines
- Compliance with notification obligations
- Humane methods for depopulation for disease control purpose
- OIE standards on laboratory procedures and vaccines manufacturing

Mechanisms

National level

- National project preparation with the support from Regional Quality Centres
- Evaluation of quality of Veterinary Services using both internal and external audits
- Creation of national committee of stakeholders
- Promulgation of new governance and policies design complying with OIE standards and using private sector input

Diapositive 9

Diapositive 5

Partnerships

Priority partnerships

- with FAO
- with WHO
- with private sector representatives
- with donors
- with governments through OIE Member Countries Representatives (CVO)
- between veterinary and medical authorities
- with NGOs

Mechanisms

National level (cont.)

- Technical and economical evaluation of appropriate investments in infrastructures
- Setting up compensation funds for farmers and with insurance companies
- Support to farmers veterinarians and industry: organisation and training
- Support to infrastructure investments, including laboratories
- Implementation of actions in direct coordination between government and donors
- FAO support

Diapositive 10

« International Animal Health Response »

Diapositive 1

oie
Dr Bernard Vallat
Director General

« International Animal Health Response »

Meeting on avian influenza and human pandemic influenza
Geneva, 7-9 November 2005

Diapositive 6

oie
Analysis of the global situation

Economic and social consequences of the current crisis

- High economic and social negative consequences
- Increase of poverty
- Shift of public resources, under pressure from possible pandemic

Diapositive 2

oie
Intervention components

- Analysis of the global situation
- OIE proposals to address this situation

Diapositive 7

oie
Analysis of the global situation

Pandemic potential

- Links with high virus load and with circulation in animal populations regarding potential re-assortment and/or mutation

Diapositive 3

oie
Analysis of the global situation

Who is this influenza virus?

- Has been very well known, for centuries
- Multi-host virus
- High antigenic drift and shift

Diapositive 8

oie
Zoonotic potential of animal pathogens

- 60% of human pathogens are zoonotic
- 80% of animal pathogens are multi-host
- 75% of emerging diseases are zoonotic
- 80% of agents having a potential bioterrorist use are zoonotic pathogens
- Nearly all new human diseases originate from animal reservoirs

Diapositive 4

oie
Analysis of the global situation

How to characterise the virus?

- H and N surface proteins
- Pathogenicity index in poultry
- Genomic sequence
- H5 and H7 groups are considered as having the highest potential for pathogenicity including for humans

Diapositive 9

oie
OIE Proposals

- Concepts to be used for facing emerging and re-emerging animal diseases, including zoonosis
- Global, regional and national mechanisms and new partnerships

Diapositive 5

oie
Analysis of the global situation

What is new about the current global situation

- Behaviour of the current H5N1 "Asian strain"
- Worldwide consequences
 - > wild birds role
 - > international trade and movements of animals, commodities and people


Diapositive 10

oie
OIE Proposals

Priority concepts

- International Public Good concept
- Good governance and veterinary legislations
- Relevant infrastructures and resources of Veterinary Services for a strict implementation of legislation
- Early detection and rapid response
- Surveillance, transparency, pathogen confinement
- Stamping out under OIE welfare standards

Diapositive 11


OIE Proposals 

Priority concepts (cont.)

- Reliability of diagnostic, rapid confirmation of suspects
- When and how to use vaccination
- Biosecurity measures
- Sustainability of resources invested

11

Diapositive 13

OIE Proposals 

Role of international standards in response to these concerns (cont.)

- Standard on governance and quality of Member Countries Veterinary Services
- Evaluation and audit tools
- Reference Laboratories
- OFFLU network and WHO Laboratories interface
- Diagnostic methods and vaccine quality

13

Diapositive 12

OIE Proposals 

Role of the international standards in response to these concerns

- OIE mandate: "improve animal health worldwide"
- Standards on safety of international movements of animals and animal products
- Use of standards on surveillance for assessment of animal health status
- Obligations on international notification

12

Diapositive 14


OIE Proposals 

Priority partnerships

- 167 CVO member countries network
- Agreement OIE / FAO, and GF-TADs mechanism
- Agreement OIE / WHO / FAO - GLEWS
- Agreement OIE / Private sector
- Agreement OIE / World Bank
- Agreement OIE / European Commission
- Collaboration with NGOs

14

Diapositive 15

Conclusions 

OIE document entitled:
 "Ensuring good governance to address emerging and re-emerging animal disease threats"

15